



Société inscrite à l'Ordre des Experts-Comptables
et auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes
de Paris – Île-de-France
S.A.S. au capital de 524.200 euros
SIRET 343 184 065 00021 – APE 6920Z
R.C.S. CRÉTEIL B 343 184 065

AQUI'Brie

Association de l'aquifère des calcaires de Champigny en Brie

Siège Social : 145 Quai de Voltaire
77 190 DAMMARIE LES LYS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

Aux membres de l'association AQUI'Brie,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale du 16 octobre 2020, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AQUI'Brie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport du trésorier et des documents adressés aux Membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et moral du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement



détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

La Varenne, le 27 juin 2025

LARES CONSEIL

représentée par :

Christelle PUJO

Commissaire aux comptes



ASS AQUIBrie

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Concessions, brevets et droits assimilés	62 116	62 116		
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Installations techniques, matériel et outillage	21 906	18 844	3 062	4 439
Autres immobilisations corporelles	73 103	70 774	2 330	5 390
Immobilisations financières				
TIAP & autres titres immobilisés	15		15	15
Autres immobilisations financières	925		925	960
Total I	158 066	151 734	6 332	10 803
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Avances et acomptes versés sur commandes				2 998
Créances				
Autres créances	383 938		383 938	537 935
Divers				
Disponibilités	610 767		610 767	422 880
Charges constatées d'avance	5 762		5 762	4 175
Total II	1 000 467		1 000 467	967 988
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 158 533	151 734	1 006 799	978 791

Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	731 361	780 041
Autres fonds propres sans droit de reprise	731 361	780 041
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Excédent ou déficit de l'exercice	28 535	-48 680
Situation nette (sous-total)	759 896	731 361
Total I	759 896	731 361
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	87 789	80 337
Total III	87 789	80 337
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	72 984	78 307
Dettes fiscales et sociales	59 424	61 268
Produits constatés d'avance	26 706	27 518
Total IV	159 114	167 093
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 006 799	978 791

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	33 970	25 170
Ventes de biens et de services	9 235	8 185
Ventes de prestations services	9 235	8 185
Produits de tiers financeurs	789 107	725 530
Concours publics et subventions d'exploitation	691 861	640 256
Ressources liées à la générosité du public	5 500	4 500
Contributions financières	91 746	80 774
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	2 748	2 082
Total I	835 060	760 967
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	194 701	157 934
Impôts, taxes et versements assimilés	23 107	28 784
Salaires et traitements	412 336	440 407
Charges sociales	165 594	174 084
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 391	5 946
Dotations aux provisions	7 452	4 516
Autres charges	328	386
Total II	808 909	812 057
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	26 151	-51 090
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	2 568	2 410
Total III	2 568	2 410
CHARGES FINANCIERES		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2 568	2 410
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	28 720	-48 680
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Total V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations en capital	185	
Total VI	185	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-185	
Total des produits (I + III + V)	837 628	763 377
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)	809 094	812 057
EXCEDENT OU DEFICIT	28 535	-48 680
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Prestations en nature	21 630	21 960
TOTAL	21 630	21 960
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATU		
Mise à disposition gratuite	21 630	21 960
TOTAL	21 630	21 960

Informations générales

I.- OBJET DE L'ASSOCIATION (statut du 16.10.2020)

L'association AQUI' Brie a pour objet, sur le territoire de la nappe de Champigny :

la connaissance et le suivi de l'état de la nappe et de ses usages, et le développement, la promotion des actions de protection, d'amélioration et d'utilisation raisonnée de ses eaux, dans une perspective de gestion patrimoniale.

A cet effet, elle est notamment chargée des missions suivantes :

- être le lieu de concertation et d'échange entre les différents acteurs publics, associatifs et privés intervenant dans le champ de compétences de l'association,
- suivi des actions mises en œuvre dans le cadre du programme de l'association,
- conduite d'études et d'expertises correspondant aux buts de l'association et confiées par les membres de l'association,
- assistance à maîtrise d'ouvrage pour toutes démarches, études et travaux correspondant aux buts de l'association et confiés par les membres de l'association,
- pérennisation et développement des réseaux de mesure de la piézométrie et de la qualité de la nappe,
- réalisation de tableaux de bords, bilans, synthèses relatives à l'état de la nappe sur la base des données disponibles et des éléments d'information scientifique et technique mis à disposition par les différents partenaires et professionnels concernés,
- organisation des échanges de données et d'informations entre les membres de l'association par la mise en place d'une base de données couplée à un SIG (Système d'Information Géographique),
- diffusion de l'information et communication, organisation de colloques, édition et publication de lettres, plaquettes, et tous documents de sensibilisation et de promotion des bonnes pratiques vis à vis de la nappe,
- proposition aux pouvoirs publics de dispositions répondant aux objectifs de protection, d'amélioration et d'utilisation raisonnée des eaux de la nappe.

Informations générales

II.- NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS REALISEES AINSI QUE LES MOYENS MIS EN OEUVRE

Mise en œuvre d'actions transversales qui bénéficient à toute la nappe du Champigny dont l'accompagnement des acteurs professionnels vers le zéro phyto, le développement de la végétalisation et des zones tampon pour limiter l'impact des pratiques des acteurs, la communication et la réalisation en régie d'une étude, Champigny 2060, afin de co-construire des solutions pour limiter l'impact du changement climatique sur la ressource en eau.

Pour mener à bien ces actions, nous avons été financés en 2024 à hauteur de 83 % par des subventions provenant de collectivités territoriales et d'établissements publics, de 11 % des contributions financières provenant d'acteurs privés, de 4 % des cotisations des adhérents et de 2 % de prestations diverses et autres produits.

Information au titre des principes et méthodes comptables

I.- CONVENTIONS DE BASE

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des principes définis aux articles 121-1 à 121-5 du Plan Comptable Général qui se décomposent comme suit :

- le principe d'image fidèle
- le principe de comparabilité des exercices et de permanence des méthodes
- le principe de continuité d'exploitation
- les principes de régularité et sincérité des comptes
- le principe d'importance relative
- le principe de prudence

Les comptes annuels de l'association sont également conformes aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels définies par les règlements de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 du 5 Juin 2014 relatif au plan comptable général et n° 2018-06 du 05 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) homologué par l'arrêté ministériel du 26 Décembre 2018.

II.- EVALUATION DES PRINCIPALES RUBRIQUES DU BILAN

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants : (L = Linéaire ; D = Dégressif).

	<u>Mode</u>	<u>Taux</u>
Logiciels	L	100 %
Matériel et outillage	L	20 %
Matériel de transport	L	20 %
Matériel de bureau et informatique	L et D	20 à 58.33 %
Mobilier	L	10 %

Information au titre des principes et méthodes comptables

Participations et autres titres immobilisés

La valeur brute représente le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Elles sont inscrites pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée en cas d'incertitude de recouvrement pour le montant de la perte probable estimée.

Autres créances

Les autres créances d'un montant de 383.938 € sont constituées de subventions restant à recevoir au titre de l'exercice 2024.

Le montant des subventions à recevoir est déterminé pour chaque convention de financement, en tenant compte des conditions d'attribution signées et de réalisation effective des actions financées.

Dettes

Elles sont inscrites à leur valeur historique. Aucune indexation ou actualisation n'est appliquée hormis celle pouvant découler de clauses contractuelles spécifiques.

Information au titre des principes et méthodes comptables

Engagement de retraite

Les engagements en matière de pension, compléments de retraite et indemnités assimilées sont évalués et comptabilisés au 31/12/2024 à hauteur de 87.789 € charges sociales comprises.

La charge comptabilisée au cours de l'exercice 2024 s'élève à 7.452 €.

Cet engagement tient compte de l'ancienneté des salariés.

Les hypothèses retenues sont :

- Départ volontaire lorsque le salarié peut bénéficier de sa retraite à taux plein
- Taux de turnover :
 - 20-30 ans : 7%
 - 30-40 ans : 4%
 - 40-50 ans : 2%
 - 50-60 ans : 1%
- Taux de mortalité : application de la table de mortalité TD1416

Les droits des salariés de l'Association, au regard des indemnités de fin de carrière sont définis par la convention collective nationale Bureaux d'Etudes Techniques.

Trésorerie

Il a été souscrit en date du 14 décembre 2004, auprès du Crédit Mutuel, un compte livret bleu association (compte n° 00037812501), dont le montant placé au 31/12/2024 est de 217.345 euros.

Fonds dédiés

Lorsqu'une subvention inscrite en produits au cours de l'exercice n'a pu être utilisée en totalité, l'engagement d'emploi pris par l'Association envers le Tiers Financeur est inscrit en charges au compte "Engagements à réaliser sur subventions attribuées", en contrepartie d'un compte de passif du bilan "Fonds dédiés".

A la clôture de l'exercice 2024, il n'y a pas d'engagement à réaliser sur subventions attribuées.

Information au titre des principes et méthodes comptables

III – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Il a été conclu avec le Département de Seine-et-Marne, une convention de mise à disposition des locaux situés 145 Quai Voltaire à Dammarie-les-Lys. Cette convention est acceptée en date du 19 mai 2015, pour une durée de 6 ans, moyennant une redevance annuelle, réévaluée au 1^{er} Janvier 2024, à un montant de 9.438,98 € et un forfait annuel de charges de 2.000 €.

La valeur locative des locaux mis à la disposition de l'Association est estimée en 2024 à 31.069 € par an. Par conséquent, l'Association bénéficie sur cet exercice d'un avantage de 21.630 € au titre de la location des locaux qu'elle occupe, désormais comptabilisé au compte de résultat.

IV.- METHODES DE PRESENTATION ET D'EVALUATION

Aucune modification n'a été apportée dans la présentation et l'évaluation des comptes par rapport à l'exercice précédent, à l'exception de l'utilisation d'un nouveau modèle de compte de résultat permettant d'inscrire les contributions financières (en produits d'exploitation) dans le compte de résultat comme dans le compte de résultat détaillé, au titre de l'exercice ainsi qu'à la clôture de l'exercice précédent.

Immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	62 116			62 116
Immobilisations incorporelles	62 116			62 116
– Installations générales, agencements et				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	21 906			21 906
– Installations générales, agencements				
– Matériel de transport	17 644			17 644
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	54 506	954		55 460
Immobilisations corporelles	94 056	954		95 010
– Participations évaluées par mise en				
– Autres titres immobilisés	15			15
– Prêts et autres immobilisations financières	960	295	960	925
Immobilisations financières	975	295	960	940
ACTIF IMMOBILISE	157 147	1 249	960	158 066

Amortissements

	Valeur en début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions sorties reprises	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de dévelop. (I)				
Autres immobilisations incorporelles (II)	62 116			62 116
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Install. générales, agenc. et aménagements constr				
Install. techniques, matériel et outillage industriel	17 468	1 377		18 844
Install. générales, agencements et aménagements				
Matériel de transport	12 507	3 529		16 036
Matériel de bureau et informatique , mobilier	54 252	485		54 738
Emballages récupérables et divers				
Total III	84 227	5 391		89 618
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)	146 343	5 391		151 734

Provision pour charges

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Pensions et obligations similaires sur congés à payer	80 337	7 452			87 789
Total	80 337	7 452			87 789
<i>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</i>					
Exploitation		7 452			

Etat des créances

ETAT DES CREANCES

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<i>Créances de l'actif immobilisé :</i>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	925		925
<i>Créances de l'actif circulant :</i>			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	383 938	383 938	
Charges constatées d'avance	5 762	5 762	
Total	390 625	389 700	925
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Etat des dettes et des charges à payer

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 159 114 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine				
– à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	72 984	72 984		
Dettes fiscales et sociales	59 424	59 424		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	26 706	26 706		
Total	159 114	159 114		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Honoraires	9 529
Loyers et charges	11 439
Solde prestations et subventions	6 674
Analyses	10 112
Dettes prov.cong.à payer	18 336
Ch.soc.dette cong.à payer	8 251
Formation prof. continue	344
Total	64 686

Fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	780 041			48 680	731 361
Excédent ou déficit de l'exercice	-48 680	48 680	28 535		28 535
Situation nette	731 361	48 680	28 535	48 680	759 896
TOTAL	731 361	48 680	28 535	48 680	759 896

Produits d'exploitation

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation			250 231		441 630	691 861
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						691 861

ASS AQUIBrie

Effectif

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	4	5	9	9
Total	4	5	9	9